

Un G8 pour rien !

Définitivement, le G8 ne sert à rien. C'est la conclusion que tirent les associations organisatrices du Sommet pour un autre monde - Agir ici, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CCFD, CRID, 4D et Greenpeace - à la lecture du communiqué final du Sommet.

Les dirigeants du G8 reconnaissent la profonde crise que traverse le système actuel : disparités croissantes entre riches et pauvres, dégradation des conditions sociales, environnement à l'agonie, multiplication des conflits armés. Les chefs d'Etat et de gouvernement réaffirment pourtant leur rhétorique néo-libérale et leur " *confiance dans la croissance* ", réitérant la nécessité d'accélérer encore la libéralisation du commerce mondial. Ce faisant, ils refusent de reconnaître que les politiques qu'ils préconisent sont en fait les causes mêmes de ce désordre mondial.

Le " *dialogue élargi* ", présenté comme une ouverture généreuse du G8 aux pays du Sud, n'est qu'une supercherie où les pays les plus riches se réservent le droit de choisir leurs invités. Cette configuration, loin de répondre à la crise de légitimité du G8, ne fait que rendre plus complexe la nécessaire redéfinition de l'architecture d'une " gouvernance mondiale " réellement démocratique. Cette reconstruction est pourtant essentielle au moment où l'idée même d'un droit international fondant les droits fondamentaux et la protection de l'environnement global, est fortement attaquée par les pratiques unilatéralistes de l'administration Bush.

Au delà, les associations dénoncent l'incapacité des pays du G8 à prendre leurs responsabilités sur un certain nombre de sujets essentiels.

Sida : le compte n'y est pas !

Les annonces prétendent " *généreuses* " se fragilisent mutuellement, les conditions posées par les Etats-Unis à l'octroi de leur aide étant particulièrement inquiétantes. Par ailleurs, aucune garantie n'a été apportée à la question de l'accès aux médicaments génériques dans les pays du Sud et le G8 s'est contenté de renvoyer la question à la conférence de l'OMC à Cancun.

Dettes : rien de rien

Quatre ans après les engagements du G8 de Cologne, les allègements de dette restent dérisoires au regard des besoins de financement pour le développement. Les pays du G8 doivent s'engager à annuler immédiatement la dette des pays pauvres, à ouvrir les allègements de dette aux pays à revenu intermédiaire et à mettre en place un tribunal international de la dette sous l'égide des Nations unies, à même de juger des situations d'insolvabilité et des dettes odieuses.

Commerce : la fuite en avant !

La poursuite de la libéralisation du commerce mondial continue d'être présentée comme la " *voie optimale* " pour la croissance mondiale pour tous les pays et en particulier pour les pays en voie de développement. On croit rêver ! Les pays du G8 se préparent donc à renforcer la libéralisation engagée sur les services, y compris les services fondamentaux, et à ouvrir les négociations sur de nouveaux sujets à Cancun.

Corruption : balayez devant votre porte !

Alors que le G8 a accordé une place importante dans ses travaux à la lutte contre la corruption, l'accent est surtout mis sur les responsabilités des pays du Sud, tandis qu'aucune mention n'est faite des paradis fiscaux.

Responsabilité des entreprises : timides avancées Les pays du G8, qui hébergent 415 des 500 plus grandes multinationales du monde, s'engagent timidement en appelant à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, à titre volontaire et en faisant référence à des textes dont la faiblesse a déjà été soulignée (principes directeurs de l'OCDE et Global compact).

Les conclusions de ce Sommet d'Evian nous confortent dans notre exigence de dissolution du G8 et notre appel à la mise en place d'une architecture internationale recentrée sur le droit et un système des Nations unies rénové et renforcé au service de la paix, de l'équité et de la protection de l'environnement.

Le Sommet pour un autre monde a été organisé par Agir ici, Amis de la Terre, Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde), CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), 4D (Dossiers et débats pour le développement durable) et Greenpeace.